Le Conseil,

Vu le rapport du 19 octobre 1995, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Je soumetts à votre agrément diverses propositions de modifications des crédits ouverts pour l'exercice 1995, qui s'équilibrent par elles-mêmes.

En effet, les unes sont des virements à l'intérieur des dépenses ou des recettes prévues, les autres sont des décisions modificatives augmentant ou réduisant, d'un montant égal, les prévisions de recettes ou de dépenses. Ces dernières vous sont toujours soumises puisqu'elles modifient le volume budgétaire. Dans la mesure où les crédits votés au budget le sont par chapitre, seuls les virements d'un chapitre à l'autre ou ceux touchant aux subventions allouées vous sont soumis.

I - Budget principal - section d'investissement -

Le comité du SYTRAL a décidé de faire réaliser, sur l'ensemble de l'agglomération, une série de petits aménagements de voirie et de signalisation lumineuse en vue d'améliorer les conditions de circulation des autobus. Le programme de cette année constitue une dépense toutes taxes comprises de 7,39 MF. La participation apportée par le SYTRAL (montant hors taxe des travaux et frais de portage de la TVA de 2,8 %) est inscrite pour 6,30 MF. Le complément de financement est assuré à partir des crédits de sûreté budgétaire (1,09 MF).

Le programme mixte de 1995 avec le département du Rhône prévoit des travaux de signalisation lumineuse sous maîtrise d'ouvrage communautaire sur les routes départementales (1 MF). La participation du département est inscrite pour 0,42 MF. Le préfinancement de ces travaux a été assuré à partir du programme ordinaire de signalisation qu'il convient de réabonder de 0,29 MF.

Dans le cadre de l'effort national en faveur du logement et pour poursuivre les actions de relogement des populations défavorisées de l'agglomération, un complément de financement de 3,20 MF peut être utilisé à partir de la ligne des surcoûts fonciers.

Au titre des opérations d'aménagement urbain, je vous propose les orientations suivantes :

- le versement anticipé des participations communautaires aux bilans des opérations concédées (+ 36,5 MF), conformément aux comptes-rendus annuels d'activité aux collectivités (CRAC) approuvés, et la mise en place des crédits correspondants :

- . ZAC "Saint Clair" à Caluire et Cuire (+ 18,3 MF),
- . ZAC "des Perches" à Saint Priest (+ 2,8 MF),
- . ZAC "des Pivolles" à Décines Charpieu (+ 10,9 MF),
- . ZAC "Nord" à Chassieu (+ 4,5 MF) ;

- afin d'optimiser la consommation des crédits ouverts sur les dossiers d'urbanisme, le réajustement des dépenses de travaux primaires et la prévision de versement des avances sur les opérations en mandat (- 45 MF) dont :

- . PRI "Pentes Croix-Rousse" à Lyon 1° (- 2,8 MF),
- . PAE "Villette-Paul Bert" à Lyon 3° (- 4,9 MF),
- . ZAC "Stéphane Dechant" à la Mulatière (- 2,9 MF),
- . PAE "Mi-Plaine" à Saint Priest (- 6,1 MF),
- . ZAC "Poste aux Chevaux" à Saint Priest (- 10 MF),
- . ZAC "des Perches" à Saint Priest (+ 0,10 MF) ;

- la diminution des estimations de recettes relatives aux participations des aménageurs (- 11 MF) en raison de l'allongement des délais de commercialisation :

- . PAE "Thiers" à Lyon 6° (- 8,5 MF),
- . ZAC "Berthelot-Europe" à Lyon 8° (- 2,4 MF),
- . ZAC "du Transvaal" à Lyon 8° (- 0,4 MF).

Par un jugement du 4 janvier 1993, le Conseil d'Etat a annulé l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 1985 portant approbation du dossier de réalisation de la ZAC "Saint-Clair" à Caluire et Cuire. Cette annulation a eu pour conséquence de rétablir la taxe locale d'équipement sur l'opération. Or, les constructeurs ont participé, par l'acquisition de charges foncières, au coût des équipements publics de la ZAC. Par délibération du 31 mars 1994, il a été convenu qu'un mouvement de crédit tirerait les conséquences de ces décisions. Aussi, à partir des crédits de sûreté budgétaire, il convient d'inscrire cette participation de 0,80 MF.

La concession d'aménagement passée avec la SERL pour la réalisation de la ZAC "Stéphane Déchant" à la Mulatière prévoit la cession à titre gratuit des terrains appartenant à la Communauté urbaine. Ces mouvements d'ordre sont réalisés pour une valeur globale de 17,30 MF.

Les aménagements de voirie du quartier Saint Pierre à Lyon 9° et des travaux de finition de la place de Paisy à Dardilly sont assurés à partir des crédits de dépenses des ZAC liées à ces opérations : ZAC "Michel Berthet" (- 0,70 MF) et ZAC "du Paisy" (- 0,32 MF).

La société Sylvania Lighting International va rester installée à Lyon 9°, sur un terrain communautaire. Elle renonce ainsi à son implantation sur la commune de Genay. En conséquence, cette société cède gratuitement le terrain de Genay au Grand Lyon. Cette écriture constitue un mouvement pour ordre de 6,65 MF.

Les acquisitions de parcelles pour l'aménagement de la nouvelle voie V 19 à Vénissieux ne seront pas terminées cette année. Le département de l'action foncière souhaite utiliser le disponible du crédit correspondant (1,5 MF) pour assurer la réalisation d'autres opérations de voirie sur la commune de Décines Charpieu.

En section d'investissement, l'ensemble des propositions de décisions modificatives aboutit à augmenter la masse budgétaire de 8,2 MF.

Dépenses		Recettes	
Imputation	Montant	Imputation	Montant
Direction de la voirie			
901-10 1337-95 233-10	+ 7 390 785,64	901-10 1337-95 140-4	+ 6 299 940,00
922-9 1189-95 29	- 1 090 845,64		
908-1 2495-91 233-10	- 320 000,00		
901-10 1140-95 233-10	+ 320 000,00		
908-1 2127-86 233-10	- 700 000,00		

901-10 1140-95 233-10	+ 700 000,00		
911-110 1107-95 130	- 680 000,00		
901-12 1319-95 233-11	+ 680 000,00		
911-110 1107-95 130	- 320 000,00		
901-12 1319-95 233-11	+ 26 691,00		
901-12 1088-95 233-11	+ 293 309,00		
922-9 1189-95 29	+ 421 585,00	901-12 1319-95 140-3	+ 421 585,00
département développement urbain			
901-12			

2187-87 132	- 121 084,67		
901-10 2598-91 132	+ 121 084,67		
908-0 2487-91 132	- 3 000,00		
908-0 2227-88 132	+ 3 000,00		
908-0 2684-93 140-6	- 253 230,00		
908-0 2487-91 140-6	+ 253 230,00		
908-1 2640-92 233-10	- 2 800 000,00		
914-80 2953-95 130	+ 2 800 000,00		
908-1 2640-92 233-10	- 100 000,00		
908-1 2935-95 233-10	+ 100 000,00		
908-1 2935-95 254-8	+ 100 000,00	908-1 2935-95 254-8	+ 100 000,00
908-0 2487-91 132	- 1 740,00		
908-0 2227-88 132	+ 1 740,00		
		908-0 2684-93 140-6	- 19 877,00
		908-0 2487-91 140-6	+ 19 877,00
		908-0 2684-93	

		140-6	- 432 503,00
		908-0 2310-90 140-6	+ 432 503,00
922-9 1189-95 29	+ 22 500,00	908-0 1244-91 105-1	+ 22 500,00
908-1 2757-93 132	- 59 000,00		
908-0 1244-95 132	+ 59 000,00		
912-86 1137-95 130	- 3 200 000,00		
914-80 1331-95 130	+ 3 200 000,00		
908-1 2260-89 235-1	- 1 368 170,00	908-1 2260-89 140-6	- 1 368 170,00
908-1 2501-90 233-10	- 10 000 000,00		
908-1 2501-90 254-8	- 10 000 000,00	908-1 2501-90 254-8	- 10 000 000,00
908-1 0133-84 233-10	- 1 125 239,21		
908-1 2567-92 233-10	- 2 758 553,00		
908-1 2118-86 233-10	- 172 927,00		
908-1 2565-92 233-10	- 2 956 790,00		
908-1 2861-95 132	- 500 000,00		
908-1 2127-86 233-10	- 109 918,01		

908-1 2783-94			
233-10	- 1 000 000,00		
908-0 2310-90 233-10	- 4 247 000,00		
908-0 2310-90 235-1	- 624 250,00		
908-0 2566-92 233-10	- 1 218 641,34		
908-0 2860-95 233-10	- 2 500 000,00		
908-1 2780-94 233-10	- 1 300 000,00		
908-0 2226-88 235-1	- 1 600 000,00		
908-0 2227-88 210-9	- 500 000,00		
908-0 2227-88 233-10	- 5 566 429,10		
908-0 2311-90 233-10	- 835 003,00		
908-0 2489-91 233-10	- 1 500 000,00		
908-0 2487-91 210-9	- 1 300 000,00		
908-0 2487-91 233-10	- 1 200 000,00		
908-1 2690-93 210-9	- 1 000 000,00		
908-1 2508-91 233-10	- 1 200 000,00		
908-0 2781-94			

233-10	- 1 500 000,00		
908-1			
2688-93 132	- 470 944,34		
		908-1 2685-93 140-6	- 372 200,00
		908-1 2783-94 140-6	- 2 400 000,00
		908-0 2684-93 140-6	- 8 494 390,00
914-80 2909-95 130	+ 18 300 000,00		
914-80 2984-95 130	+ 4 532 148,00		
914-80 2983-95 130	+ 10 914 300,00		
922-9 1189-95 29	- 795 375,00		
914-80 2909-95 130	+ 795 375,00		
922-9 1189-95 29	+ 172 657,00		
département de l'action foncière			
922-000 1056-95 105-0	+ 4 468 000,00	922-000 1056-95 210-9	+ 4 468 000,00
922-111 1058-95 105-0	+ 12 832 000,00	922-111 1058-95 210-9	+ 12 832 000,00
901-10 2882-95 210-9	- 1 500 000,00		
922-000 1063-95			

210-9	+ 1 500 000,00		
922-000		922-000	
1230-95		1230-95	
210-9	+ 6 650 000,00	105-0	+ 6 650 000,00

Dans le cadre des travaux de requalification du centre d'échanges de Lyon-Perrache, il est nécessaire de transférer une somme de 512 550 F, disponible sur les crédits d'investissement prévus à cet effet pour financer le versement d'une indemnité à la société TIE RACK France, exploitante d'un commerce sur le site depuis 1986 et contrainte de cesser ses activités.

Dépenses		Recettes	
Imputation	Montant	Imputation	Montant
Direction de la logistique et des bâtiments - centre d'échanges de Lyon-Perrache			
970			
669-0	- 512 550,00		
932-20			
691	+ 512 550,00		
922-9			
1189-95			
29	+ 512 550,00		
901-11			
1109-95			
232-1	- 512 550,00		

B - Propose d'approuver les décisions modificatives et virements ci-dessus ;

Vu lesdits virements et décisions modificatives ;

Vu l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1985 ;

Vu le jugement du Conseil d'Etat en date du 4 janvier 1993 ;

Vu la délibération du précédent conseil en date du 31 mars 1994 ;

Oùï l'avis de sa commission finances et programmation ;

DELIBERE

Approuve les décisions modificatives et virements ci-dessus.

pour le président,

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,